

09

AGRICULTURE PAYSANNE ET SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE EN CHINE

Jan Douwe van der Ploeg¹

La Chine possède le plus grand système d'agriculture paysanne au monde. Numéro un en termes de production agricole, il se compose d'un petit peu plus de 200 millions d'exploitations à petite échelle. Alors que ces petits producteurs utilisent à peine 10 % des terres cultivées dans le monde, ils fournissent 20 % des disponibilités alimentaires totales mondiales. La Chine est donc largement autosuffisante et peut satisfaire les besoins nutritionnels de son immense population². Toutefois, par le passé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle était loin de couler de source. Au début des années 90, Lester Brown signait un important essai intitulé *Who Will Feed China?*, dans lequel il se demandait qui allait, à l'avenir, assurer l'alimentation du pays ; nous connaissons aujourd'hui la réponse à cette question : la Chine est fière de pouvoir se nourrir elle-même.

Si le pays ne possède pas de politique ou de loi visant spécifiquement à protéger et à mettre en œuvre le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition (ou droit à l'alimentation), la Constitution de la République populaire de Chine dispose que l'État doit améliorer la vie physique et culturelle de son peuple³. Dans la mesure où l'alimentation constitue un élément important de la « vie physique », cela implique un droit à l'alimentation. En outre, l'Article 5 de la Loi sur l'agriculture⁴ impose à l'État de prendre des mesures pour améliorer la structure nutritionnelle de la ration alimentaire de sa population. Par ailleurs, le gouvernement a toujours considéré l'agriculture, la sécurité nutritionnelle et l'autosuffisance alimentaire comme des priorités au niveau national ; en témoignent les documents d'orientation politique tels que les « Documents numéro un », dans lesquels le gouvernement définit les domaines présentant un intérêt primordial ainsi que ses principales décisions politiques⁵.

L'observateur extérieur comparant le système agricole chinois avec ceux d'Europe occidentale et d'Amérique du nord, notamment, sera souvent étonné par la petite taille des exploitations qui le composent. En moyenne, une exploitation ne compte que cinq mu (soit un tiers d'hectare) de terres agricoles. Au regard de la conception hégémonique qui prévaut en Occident (profondément influencée par les sciences agricoles modernes et les *think tanks* internationaux), cette superficie ne saurait être suffisante pour générer un revenu. Ainsi, étant donné que sans revenu il ne peut y avoir d'épargne, et que sans épargne il ne peut y avoir d'investissement ni de développement, l'agriculture chinoise devrait stagner. Or, au cours des quatre dernières décennies, la production totale de denrées alimentaires a précisément connu une croissance supérieure à celle de tout autre pays au monde.

1 [Jan Douwe van der Ploeg](#) est professeur de sociologie rurale à l'Université de Wageningen, aux Pays-Bas. Il enseigne également à temps partiel à l'Université agricole de Chine, à Pékin. WAMIP est membre du Consortium de l'Observatoire. Pour plus d'informations, voir : www.jandouwevanderploeg.com

Merci au Professeur Wu Huifang (Université agricole de Chine), à Priscilla Claeys (Université de Louvain et Institut français de Pondichéry) et à Sibonile Khoza (Haute Cour d'Afrique du Sud) pour leur aide à la révision du présent article. Cet article a été initialement rédigé en langue anglaise.

2 La seule exception majeure concerne les importations de soja brésilien destinées à alimenter le secteur de l'élevage porcin, en plein essor.

3 Voir par exemple les articles 14, 19 et 21 de la Constitution. www.npc.gov.cn/englishnpc/Constitution/2007-11/14/content_1372953.htm (en anglais)

4 www.gov.cn/english/laws/2005-10/09/content_75375.htm (en anglais)

5 Pour plus d'informations sur l'agriculture et sur les « Documents numéro un » annuels, consulter le site Internet du ministère chinois de l'Agriculture. english.agri.gov.cn/hottopics/cpc/ (en anglais)

Ces performances impressionnantes s'expliquent par le caractère paysan de l'agriculture chinoise. Si le terme « petite exploitation » renvoie à la taille de l'unité de production, la notion d'« agriculture paysanne » désigne quant à elle le mode d'organisation et de développement de la production agricole. L'agriculture paysanne repose sur la quantité et la qualité du travail. Les investissements en travail qui améliorent la qualité des ressources, tels que la construction de systèmes d'irrigation et de terrasses, jouent également un rôle central. L'agriculture paysanne est intensive et efficiente : elle produit autant que possible avec les ressources disponibles et ce, si les conditions le permettent, sans compromettre la qualité de ces ressources. Elle minimise l'utilisation d'intrants externes pour être aussi autonome que possible et affiche de faibles niveaux de pertes et d'émissions polluantes. L'agriculture paysanne se montre également relativement résiliente aux fluctuations du marché. Bien sûr, même si son potentiel peut être facilement bloqué ou entravé, l'expérience chinoise démontre combien l'agriculture paysanne peut être un puissant moteur et une source de progrès.

En Chine, les 200 millions d'exploitations familiales (qui représentent au moins 800 millions de personnes) répondent sans difficulté aux besoins nutritionnels de leurs familles et des travailleurs migrants, en faisant notamment appel aux greniers (disponibles pour chaque ménage), aux systèmes de troc et à la polyculture. Par ailleurs, elles produisent suffisamment pour vendre leurs produits sur le vaste réseau décentralisé de marchés d'alimentation, reliés les uns aux autres, qui permet aux habitants des grandes villes et des métropoles de s'approvisionner en denrées alimentaires. Le marché *Xin Fa Di*, à Pékin, en est un exemple : des milliers de paysans fournissent à la ville les 16 000 tonnes de fruits et de légumes que consomme sa population au quotidien⁶.

Pour comprendre l'agriculture paysanne chinoise, il convient de tenir compte de trois caractéristiques stratégiques. Tout d'abord, la nature circulaire des processus de migration de la main d'œuvre : les individus quittent leurs lieux d'origine, puis ils y retournent. Il est fréquent que les jeunes partent de leurs villages pour aller travailler sur les chantiers de construction et dans les industries des villes, souvent dans de terribles conditions d'exploitation. Lorsque le premier enfant d'une famille⁷ fait son entrée à l'école primaire, l'épouse rentre au village. Le mari envoie alors des fonds à sa famille et rentre, de temps à autre, pour aider à la préparation des terres et à la récolte. Lorsqu'il revient définitivement, il investit son épargne dans des activités agricoles et/ou d'autres activités économiques en milieu rural⁸. La migration ne constitue donc pas un déplacement unidirectionnel, de la campagne à la ville. Deuxièmement, il convient de prendre en considération le rôle décisif que jouent les femmes des zones rurales. Bien qu'elles soient en grande partie ignorées, elles se trouvent au cœur du succès de l'agriculture paysanne en Chine, avec le concours de leurs maris et de leurs beaux-parents. Troisièmement, le rôle du système de *Hukou* doit être examiné. Le *Hukou* est principalement connu en Occident comme restreignant l'accès aux services, notamment de santé et d'éducation, aux personnes disposant du statut de résident. Cependant, ce système octroie également des droits d'usufruit de la terre à l'ensemble des habitants des zones rurales, garantissant ainsi leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que celle de la population du pays, d'une manière plus large. De nombreuses luttes sociales menées dans les campagnes gravitent autour de ce droit fondamental.

Malgré le succès de l'agriculture paysanne en Chine, la tendance à l'industrialisation et à la commercialisation de l'agriculture impliquent des menaces

6 La Chine compte une multitude de marchés bien articulés, reliant les villes aux campagnes et garantissant que des millions de petits producteurs, hommes et femmes, nourrissent de manière adéquate les populations urbaines.

7 Dans les campagnes, les gens sont autorisés à avoir deux enfants.

8 La main d'œuvre migrante rentre chez elle, pour s'y établir de façon permanente, à un âge de plus en plus inférieur à ce qui était le cas par le passé. Dès leur retour, ces personnes, relativement jeunes, contribuent largement au développement de l'agriculture paysanne.

accrues. Les relations entre les paysans chinois et l'État sont ambiguës. D'un côté, il y a la politique du *San nong* (les « trois questions agraires ») dont l'objectif pourrait être résumé de la sorte : (a) l'autosuffisance alimentaire au niveau national (*nong ye*), (b) un bien-être adapté pour les familles paysannes (*nong min*), et, (c) des campagnes attractives, où la qualité de vie est bien développée (*nong cun*). À elles trois réunies, ces lignes de la politique garantissent la capacité de la Chine à se nourrir. Cependant, une nouvelle politique a vu le jour, visant à développer des « exploitations familiales » d'une superficie minimale de cinquante *mu* mais, de préférence, de cent *mu*, soit dix à vingt fois la taille d'une exploitation paysanne moyenne. Cette nouvelle politique présente un réel danger de créer une nouvelle agriculture « élitiste ». D'autres menaces pesant sur l'agriculture paysanne sont décrites dans l'encadré ci-après.

En conclusion, nous pouvons dire que l'agriculture chinoise se trouve à la croisée des chemins. Il ne fait aucun doute que les choix qui devront être faits – à différents niveaux – auront de profondes conséquences aussi bien sur la sécurité que sur la souveraineté alimentaire.

ENCADRÉ 9

L'agriculture en Chine : de la sécurité alimentaire à la souveraineté alimentaire

*Yiching Song*⁹

Héritière d'une longue histoire agricole et d'une civilisation millénaire, la Chine compte aujourd'hui la plus grande population paysanne du monde¹⁰. Les paysannes et les paysans chinois pratiquent une agriculture intensive et utilisent des méthodes qui assurent un haut niveau de production alimentaire sans épuiser les ressources locales. Leur système d'innovations associées au patrimoine bioculturel joue un rôle central dans la durabilité de cette agriculture. Il présente trois composantes ou dimensions principales interconnectées : les moyens d'existence, la biodiversité agricole et l'attachement socioculturel à la terre. Ces trois éléments fournissent les ressources nécessaires pour soutenir les innovations individuelles et collectives visant à s'adapter aux changements naturels et écologiques et à répondre aux défis socio-économiques. Depuis des milliers d'années, au gré d'innovations, d'adaptations et d'évolutions, les agricultrices et les agriculteurs chinois ont accumulé une riche biodiversité agricole et d'importantes connaissances traditionnelles et ont développé des systèmes agricoles bioculturels résilients et évolutifs, pour permettre et garantir une production alimentaire diversifiée et abondante.

Toutefois, depuis les dernières décennies, le système alimentaire local est confronté à de graves problèmes causés par la modernisation de l'agriculture, la mondialisation et le développement rapide de l'industrie dans le pays. Les pratiques agricoles paysannes traditionnelles et le système d'innovations associées au patrimoine bioculturel sont menacés et reculent¹¹, tandis que les espèces locales et les variétés de pays disparaissent à un rythme alarmant. Les cultures ethniques locales et les connaissances traditionnelles sur la production et la consommation de denrées alimentaires sont également en cours d'extinction. Dans le même temps, les populations et les ménages paysans perdent leur autonomie et leur indépendance. Ils deviennent de plus en plus tributaires des marchés extérieurs pour la production et la consommation d'aliments. Cela entraîne divers problèmes sociaux, notamment en plongeant les petits producteurs (principalement des groupes ethniques minoritaires) vivant dans les

9 *Yiching Song* est chef de projet et chargé de recherches principal au Centre pour la politique agricole chinoise de l'Académie chinoise des sciences.

Merci au Professeur Wu Huifang (Université agricole de Chine) et à Priscilla Claeys (Université de Louvain et Institut français de Pondichéry) pour leur aide à la révision du présent encadré. Cet encadré a été initialement rédigé en langue anglaise.

10 La superficie moyenne d'une exploitation familiale chinoise est inférieure à 0,5 ha et les activités agricoles dépendent principalement de la main d'œuvre familiale. Dans la plupart des cas, les exploitations familiales sont des exemples en matière d'agriculture de subsistance, caractérisés par une autosuffisance des exploitations.

11 Des travaux de recherche approfondis menés dans le Sud-ouest de la Chine en 2013 par l'équipe chinoise du projet SIFOR ont révélé ces tendances. Pour plus d'informations, voir : Y. Song, Y. Zhang et X. Song, *Emerging Biocultural Innovations for Climate Resilience in Southwest China*, Londres : IIED, 2015. pubs.iied.org/pdfs/G03916.pdf (en anglais). Pour plus d'informations, voir le site Internet de l'International Institute for Environment and Development. www.iied.org/chinas-farmers-innovate-adapt-climate-change (en anglais)

zones montagneuses reculées dans une pauvreté extrême et en les exposant à des risques, et pose des défis liés à la sécurité alimentaire, aux questions de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition, aux inégalités de genre, à la dégradation croissante de l'environnement et aux catastrophes naturelles. La migration, vers les villes, des jeunes et des hommes d'âge moyen à la recherche de moyens d'existence est un phénomène majeur caractérisant les trente dernières années, alors que les femmes d'âge moyen, les personnes âgées et les enfants se retrouvent seuls à occuper les zones rurales. Par conséquent, les femmes doivent désormais, en plus de s'occuper des enfants et des parents, activité qui leur était traditionnellement dévolue, également assumer la responsabilité de la plupart des travaux agricoles. Les femmes et les personnes âgées sont ainsi devenues, dans les zones rurales, les seuls membres à rester dans les villages, jouant un rôle clé pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, comme le décrit l'article ci-dessus.

L'opinion publique chinoise étant de plus en plus informée de ces graves problèmes sociaux, plusieurs signes laissent entrevoir un changement, comme en témoigne l'évolution de la rhétorique du discours public qui délaisse la « sécurité alimentaire » au profit de la « sécurité nutritionnelle », voire de la « souveraineté alimentaire » et de la « souveraineté sur les semences ». Par ailleurs des débats publics et des campagnes sur les aliments génétiquement modifiés sont organisés, et la demande d'aliments nutritifs et sans danger augmente. Les jeunes, de retour dans leurs villages d'origine, mettent en place des pratiques et/ou des exploitations écologiques et biologiques. Des réseaux de défense de la souveraineté alimentaire et de la souveraineté sur les semences ont vu le jour, soulignant le besoin urgent de protéger les ressources biologiques locales, les connaissances traditionnelles et les pratiques culturelles, ainsi que les droits et intérêts des consommateurs et des agriculteurs.

Les politiques menées par le gouvernement, dans le cadre du mouvement qui se dessine actuellement, au niveau national, en faveur de la construction d'une civilisation écologique¹², soutiennent davantage les techniques agricoles écologiques telles que l'agriculture circulaire et les programmes de gestion intégrée des ravageurs. Pour bâtir une civilisation écologique, il est toutefois urgent de mieux reconnaître et de valoriser le rôle essentiel que jouent les paysans, femmes et hommes, dans l'agriculture, en tant que moteur principal et socle du développement durable. En outre, il est nécessaire de renforcer le soutien apporté au système d'innovations associées au patrimoine bioculturel pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

12 Le concept de « civilisation écologique » a été officiellement introduit lors du 18^e Congrès national du Parti communiste chinois en 2012 par le gouvernement chinois pour répondre aux défis environnementaux auxquels doit faire face le pays.